

Séance du 21 janvier 2013

Les Blancs du Midi

par Gérard CHOLVY

MOTS-CLÉS

Juillet 1830 - Politique et religion - Vendées - Pénitents - Survivances.

RÉSUMÉ

Résistances populaires à la Révolution, fidélité au drapeau blanc après 1830. Dieu et le Roi ou le Roi et Dieu ? La survivance des Vendées aux XIX^e et XX^e siècles. Montpellier et ses Pénitents, une flamme militante.

C'est plutôt l'image d'un *Midi rouge*, de la Provence varoise à Toulouse, qui peuple l'imaginaire des représentations sous la III^e République : un *Midi rouge* où les loges maçonniques, les journaux républicains, les élus au rôle national parfois important, apportent un soutien puissant à la République, la *Marianne* et ses valeurs. Aussi bien, en 1868, le journaliste Eugène Tenot, dans *La Province en décembre 1851*, a-t-il opposé un "Midi tout blanc" en 1815, à un "Midi rouge", républicain avancé et dont la résistance au Coup d'État, du Var au Biterrois, est un des traits majeurs. Mais cette description rapide pêche par excès, qu'il s'agisse de la chronologie ou des territoires. Bien des questions surgissent concernant "les Blancs". De qui s'agit-il ? À partir de quand est-il légitime d'employer l'expression ? Comment distinguer ce qui relève du politique et ce qui relève du religieux, et avec quelle hiérarchisation l'imbrication se fait-elle ?

Dans des sociétés à dominante traditionnelle, ce qui concerne aussi les quartiers populaires des villes, la transmission se fait bien : il en est ainsi jusqu'au milieu des *Sixties*. Le poids des souvenirs, ravivés par le choc lié à des événements nationaux, joue un rôle essentiel dans les comportements collectifs. Il faut donc porter attention aux tournants majeurs et d'abord, à la Révolution française, avant de traiter de ces "pays blancs" et de leur survivance.

I – Révolution et contre-Révolution

André-Jean Tudesq, bon observateur de la montée des notables au XIX^e siècle a fait de la Révolution dans le Midi "une promotion bourgeoise et protestante". Il attire ainsi notre attention sur un protestantisme numériquement important, ou proche, dans une grande partie de l'aire méridionale. Lier protestantisme et bourgeoisie c'est, d'autre part, attirer l'attention sur les assises sociales d'une élite marchande et manufacturière, dont on ne préjuge pas de la ferveur spirituelle. Les antagonismes n'ont pas attendu en effet le surgissement de la question religieuse pour se manifester. Daniel Ligou, qui évalue à 5 000 les protestants montalbanais,

(les plus grosses fortunes sont entre leurs mains), a noté que “Le peuple catholique craignait d’être étranglé par la poussée protestante”, et il précise : “comme en 1561”. La “bagarre” de Nîmes des 13-15 juin 1790, avec ses 300 victimes presque toutes catholiques rappelle la “Michelade” de 1567, massacre de catholiques. Dès 1791, en Cévennes, canton de Génolhac, les catholiques fêtent ostensiblement la Saint-Barthélemy (1). La Révolution est ici désormais vécue comme un nouvel épisode des Guerres de Religion, durant lesquelles, alors qu’il n’est nullement question de tolérance, celui qui détenait le pouvoir en faisait durement ressentir le poids à l’autre. Michel Péronnet a bien souligné que c’est “dans l’été 1789 que les antagonismes préexistants se révèlent au grand jour et violemment dans le Midi” avec, dès avril-mai 1790 la compétition pour l’exercice du pouvoir. Car les protestants, minoritaires dans les villes, disputent aux catholiques la prédominance en raison du droit de vote limité aux citoyens actifs. De ce fait, nombre de catholiques sont poussés à devenir contre-révolutionnaires (2). Ceci alors que, depuis le milieu des années 1750, les heurts intercommunautaires étaient devenus beaucoup plus rares (3).

Ces suspicions, ces tensions, ces premiers affrontements interviennent avant le vote de la Constitution civile du clergé (12 juillet 1790) et l’exigence du serment (27 novembre 1790). C’est ensuite, comme l’a noté Michel Vovelle, que le fait religieux “ a tenu une place considérable dans l’histoire politique de la Révolution dans le Midi” (4).

Dès lors, les refus populaires prennent de l’ampleur et débordent largement la géographie bi-confessionnelle. Avec la superposition des divisions à propos du serment, mais aussi, bientôt, des levées d’hommes qui multiplient le nombre des insoumis. Sans oublier l’impopularité qui résulte des réquisitions. De la Haute-Loire au Tarn, les zones montagneuses sont favorables à une résistance plus difficile à se manifester dans les plaines (5). Le partage inégal des biens nationaux est un élément important, ici, de l’attachement à la Révolution, les lots ont été fragmentés ; de là son refus, ce sont les bourgeois, ceux des villes en particulier, qui en ont été les principaux, voire les seuls bénéficiaires. Comment cela serait-il oublié bien des décennies après ? Les mémoires vont s’entretenir longtemps aussi des hauts faits de cette résistance, avec ses “héros-justiciers”, le Grand Chanéac, le Donnat Duny, Claude Brun, l’abbé Pialat, Jean-Louis Solier, Prieur-curé de Cognac, dit Sans-Peur (6). Ailleurs le souvenir des religieuses de Bollène (Vaucluse), des “Martyrs de La Malène” (Lozère) ; des prêtres massacrés aux Vans (Ardèche) le 14 juillet 1792... “Si vous veniez chez nous, m’écrivait en 1976, un correspondant de Vinas (Escandorgue), je vous montrerais le grenier dans lequel se disait clandestinement la messe pendant la Révolution et la poutre à laquelle était suspendu le crucifix”.

C’est pourtant le Concordat de 1801 qui va donner naissance à ces premiers “Blancs” qu’il convient de ne pas oublier, ceux qui n’ont pas voulu séparer l’Église gallicane de son Roi. En 1931, mourut, en Aveyron, le dernier “enfarinat”, “enfariné” c’est-à-dire “Blanc”. En 1930 encore, une vieille femme de Villecomtal pouvait dire “Soy enfarinat”. Il s’agissait des Purs, c’est-à-dire de ces anti-concordataires qui survécurent dans la “Petite Église”, tels les Berliet à Lyon ou une communauté plus importante dans le Poitou. Mais il y en eut dans le Midi méditerranéen, ainsi, dans l’Hérault jusque vers 1830 et, dans le Rouergue, encore un siècle après. Le souvenir ne s’en est pas tout à fait perdu. Jean Desprat (né en 1947) auteur du roman *Les Enfarinés*, publié en 2000, aux Éditions du Rouergue, a dédié un récit de qualité (7) à sa mère “qui m’a si souvent raconté cette histoire”.

Mais ces “Blancs” là, ces “Purs”, dans le Midi comme dans le Poitou, attachés qu’ils étaient à leur héritage religieux, sont devenus républicains et partisans de la Séparation bien avant ceux que nous considérons comme des “Blancs” royalistes et catholiques.

II – La Révolution de Juillet 1830, la résistance des “Blancs” ou le Roi avant Dieu ?

Sous l’Empire, là où vivent des protestants, ceux-ci détiennent en nombre les fonctions municipales : ainsi en est-il des deux maires de Nîmes, Boileau de Castelnaud et de Daunant. Si la chute de Napoléon, en 1814, n’a pas de conséquence notable pour notre propos, l’Empire ayant suscité par ses levées d’hommes et les entraves au commerce portuaire, un large rejet dans le Midi, il n’en a pas été de même avec l’épisode des Cent Jours. Car la résistance royaliste, avec ses “verdets”, ses “miquelets” et la forte poussée jacobine des “Fédérés”, ont ravivé les antagonismes assoupis : le 11 avril 1815 un groupe de “miquelets” est massacré dans la traversée du village protestant d’Arpaillargues, que ses habitants aient pris peur ou pour une autre raison ? Par ailleurs, la seconde abdication est suivie d’une vacance grave du pouvoir durant l’été 1815, celui de la *Terreur Blanche*, avec ses vexations, ses règlements de compte et ses exécutions. Il se crée donc un nouveau capital de haine avec son florilège de souvenirs : André Chamson, dans les *Taillons ou la Terreur Blanche* (8) les évoque. Or l’un de ses artisans, *Quatre Taillons* parvint à se cacher seize années durant avant d’être découvert dans le village catholique de Cabrières en 1830 et son corps fut traîné, alors, dans les rues de Nîmes (9).

Sous la Restauration il est cependant difficile de parler encore de “Blancs”. Les Églises sont sorties affaiblies de la longue période révolutionnaire et leur reconstitution n’est qu’amorcée sous l’Empire. Par ailleurs, et ceci est à souligner, les élites sociales qu’elles soient nobles ou bourgeoises, catholiques ou protestantes, royalistes ou libérales, demeurent très marquées par le voltairianisme ou le rousseauisme. Ce qui va se modifier peu à peu dans les années 1830-1840.

C’est la Révolution libérale de Juillet 1830 qui va donner vraiment naissance à un “Midi blanc”, une opposition durable et largement populaire de ceux que l’on appelle aussi les “carlistes”, les partisans de Charles X. “On est si royaliste – écrit de Saint-Ambroix (Gard), le 14 février 1831, Emmanuel d’Alzon – qu’un ouvrier, nommé Philippe, se fait par dévouement rosser par un autre ouvrier, nommé Charles, et cela tous les soirs”.

Le même Emmanuel d’Alzon va faire avancer notre réflexion. Le 4 août 1832, depuis le château paternel de Lavagnac (près de Montagnac, dans l’Hérault) il est amené à donner la précision suivante à son ami Henri Gouraud : “Nos carlistes sont presque tous des têtes folles [...]. Je vous certifie qu’ils ne feront jamais une seconde Vendée” et d’ajouter qu’“à Nîmes il y a plus de catholiques que de carlistes, ce qui est bien différent [...]. Ce qui me désole c’est que ces braves gens [à Lavagnac, Montagnac, Montpellier] disent toujours : le Roi et Dieu ; et Dieu est encore heureux d’être mis après le Roi [...]. Il faut pourtant qu’un jour je travaille à guérir toutes ces plaies” (10).

Ainsi, le Roi passant avant Dieu, d’Alzon distingue bien les partisans de la branche aînée des Bourbons, les légitimistes, de l’ensemble des catholiques. La référence à Nîmes où l’on serait d’abord catholique, pour impressionniste qu’elle

soit, donc contestable, est cependant intéressante. Dès ces débuts de la Monarchie de Juillet, un observateur averti repère une distinction à ne jamais perdre de vue par la suite. Il y a un parti des “Blancs”, pour ses adversaires ce sont les “culs-blancs” dont la présence dans l’espace n’est pas exactement superposable à celle des “culs-bénis”, autre épithète consacrée, c’est-à-dire ceux des catholiques pratiquants – pratiquant ne veut pas dire aller à la messe mais faire ses pâques – qui feraient passer Dieu avant le Roi, – ce qui est et restera le cas personnel d’un d’Alzon ou d’un Cabrières, son disciple – voire sans le Roi ?

Des premiers, Gabriel Le Bras, de passage à Barbantane, au cœur de la Vendée provençale, vers 1935, recueillera la réaction suivante, après avoir demandé pourquoi ils étaient si nombreux à la messe, ce qu’il venait d’observer : “Nous sommes du Parti”, celui du marquis de Barbantane, chef royaliste local. Ce qui ne préjuge pas des sentiments personnels vis-à-vis d’une démarche observée ici. Une démarche “pour faire comme tout le monde”, comme il en va de même, mais en sens contraire, dans les quartiers, villages et régions où l’anticléricalisme masculin impose sa loi.

Mais avant d’esquisser une géographie des pays “blancs”, relevons l’existence de ces vastes territoires où la religion passerait avant la politique, autrement dit où l’ascendant du prêtre serait supérieur à celui du notable. Ces territoires recouvrent la presque totalité des hautes terres entre Montauban et Le Puy pour ce qui concerne le Languedoc. Bien entendu les votes sont le plus souvent “conservateurs” mais les ressorts profonds seraient d’ordre religieux, le catholicisme étant associé ici à un ensemble de traditions à défendre, le clergé gagné aux idées ultramontaines, et à sa piété démonstrative, ayant su mieux incarner la défense d’une identité qui inclue aussi la langue. La Lozère, ce réservoir de vocations sacerdotales et religieuses, est un bon exemple de cette fidélité à l’Église qui prime les allégeances politiques. Les électeurs catholiques y peuvent donc élire un Jacques Piou, de l’Action libérale populaire, en 1906, et à nouveau en 1910 et 1914. Piou était le petit-fils d’une Lozérienne, Fanny Barrot. Lui aussi de l’ALP, Emmanuel de Las Cases est sénateur du même département à partir de 1933. Avant tout, il est catholique social. Son fils, le comte Philippe de Las Cases consacre son existence à la promotion paysanne et à la défense de l’enseignement libre. Notons que cet avocat a plaidé dans une affaire concernant le nonce Maglione en difficulté avec l’Action Française. Ainsi encore, et toujours en Lozère, avec les Chambrun dont le marquis Pierre Pineton de Chambrun, candidat républicain progressiste et indépendant est élu à Marvejols en 1898 et détiendra un record de longévité parlementaire dans un département où il fut élu durant quarante-deux années. Il fut l’un des 80 en 1940. Dans ces hautes terres, dont le Rouergue est un autre exemple, Dieu passe avant le Roi. Le Ralliement à la République n’a pas provoqué une crise comparable à celle que l’on rencontre dans les vrais “pays blancs” (11).

III – Des “Vendées” et de leur survivance

Dans son rapport du mois de mai 1851, le Procureur général de Montpellier se désole : “Légitimistes ou démagogues, on n’est guère que cela dans cette contrée. Des républicains sincères, modérés, intelligents, convaincus, j’en cherche encore après dix-huit mois de séjour” (12). Le raccourci prête naturellement à discussion, car

des “modérés” il s’en rencontre bien, à commencer par une partie de la bourgeoisie protestante. Mais cette insistance sur les “légitimistes”, autrement dit, les Blancs nous invite à esquisser un relevé géographique de ces terroirs blancs, de ces “Vendées du Midi”, de ces “petites Vendées” comme les expressions apparaissent souvent.

Dans le Var, c’est dans l’arrondissement de Brignoles que se rencontrent légitimistes populaires et ascendants de quelques familles aristocratiques comme à Rians ou au Beausset (13). La “Vendée provençale” est mieux connue qui, dans les Bouches-du-Rhône, concerne un ensemble de villages tels que Maillane, Châteaurenard, Graveson, Barbentane, Rognonas ou Les Baux (4). Dans le Vaucluse, c’est l’ancien Comtat Venaissin, et non la ville d’Avignon, qui est une citadelle du royalisme populaire, en particulier le Haut-Comtat, le canton de Valréas, mais c’est aussi le cas pour la ville de Carpentras. Dans le Gard de nombreux pays “blancs” existent : depuis Beaucaire, sur les bords du Rhône jusqu’aux “Terres blanches” de Sumène et de Saint-Martial (15). Sans oublier Uzès, les garrigues autour de Nîmes et, à l’intérieur de cette ville, les ouvriers de l’Enclos Rey si chers aux légitimistes. Quelques grandes familles, de Vallongue, de Bernis, de Larcy y sont influentes (16). Dans l’Hérault, les terroirs blancs sont plus discontinus. Ils concernant principalement les villages où cohabitent catholiques et protestants ou ceux dont le protestantisme est proche. L’exemple emblématique est, aux portes de Montpellier, le cas de Pignan où, rapporte la tradition, sous la Troisième République, à chaque élection, le buste de Marianne était jeté par la fenêtre de la mairie (17). Mais distinguer les “culs-blancs” des “culs-bénis” s’impose avec une précision tirée de l’analyse approfondie des statistiques de la pratique pascalle masculine. En “pays blanc”, avoir 25 % des hommes à Pâques est considéré comme remarquable ce qui est juste si l’on sait qu’en pays “bleu” ou “rouge” les taux peuvent descendre au-dessous de 5 %, voire 2 %. Mais si l’on compare les scores de pascalisants, d’une façon générale au moins, en “pays blanc” avec ceux que l’on retrouve dans les hautes terres des chrétientés, le contraste apparaît. Même dans l’Hérault, dans le haut canton de La Salvetat, le taux masculin monte à 35 % et dans le Tarn, l’Aveyron ou la Lozère, voire le plateau ardéchois, les taux se situent entre 50 et 70 %. On saisit bien une différence. En “pays blanc”, c’est l’assistance masculine à la messe qui serait le test de la fidélité, et non les pâques. Les confréries de pénitents sont bien implantées en pays blanc – de la Vendée provençale aux garrigues héraultaises, mais les rapports de visites pastorales font mention de pénitents qui ne font pas leurs pâques.

Dans le Tarn, la vallée du Thoré, acquise aux réfractaires sous la Révolution, a gagné le surnom de “Vendée Tarnaise”. À cheval entre l’Aude et la Haute-Garonne, se trouve la “Vendée du Lauragais” (Castelnaudary et Villefranche-de-Lauragais) ce qui renvoie à une résistance armée survenue à l’extrême fin de la période révolutionnaire. En Haute-Garonne toujours, le canton de Cadours est une “petite Vendée”. Sait-on encore que la “Vendée catalane” c’est la Salanque, au Nord-Est de Perpignan, un autre “pays blanc” où l’ascendant de quelques familles s’est maintenu sur un peuple fidèle au Roi mais beaucoup moins aux Pâques. Dans la Cerdagne, à Saint-Laurent de Cerdans, cette allégeance populaire au royalisme militant et clérical s’est traduite par le soutien aux Carlistes d’Outre-Pyrénées à partir de 1833, et aux *fueros* traditionnels. Les quartiers “blancs” du bourg sont identifiés jusqu’au début des années 1870 (18).

On retrouve ailleurs l'accueil que les légitimistes ont réservé dans le Midi aux réfugiés carlistes alors qu'ils se montrent réservés vis-à-vis des Polonais arrivés eux aussi, en petit nombre, depuis que "l'ordre règne à Varsovie".

Une autre question mérite débat. Philippe Boutry à propos d'un légitimiste "fait de minorité" et de "territoires définis" le considérait comme "nécessairement hostile au suffrage universel". Les travaux de Raymond Huard et de Peter McPhee invitent à nuancer cette affirmation trop générale et susceptible d'être contestée de façon conjoncturelle. Sous la Seconde République il existe une "Montagne blanche", distincte du légitimisme orthodoxe. Son leader, dans le Gard, est Henri de Lourdoueix et son influence est notable en milieu urbain, et ouvrier, avec les *Cercles du Droit national* que l'on retrouve de Sète à Tarascon, au Pays d'Arles, à Alès, à Lunel, en Avignon⁽¹⁹⁾. Dans l'Hérault un scrutin, pour une élection complémentaire, le 4 juin 1848, oppose le légitimiste abbé de Genoude au républicain Gustave Laissac. L'abbé n'obtient que 38,4 % des suffrages dans le département. Il est donc battu. Mais dans quelques cantons où les protestants sont en nombre, l'électorat populaire catholique s'est porté massivement sur lui : 66 % des suffrages dans le canton de Ganges ; 66 % dans celui de Lunel ; 65 % à Montagnac, 63 % à Bédarieux. Ganges et Bédarieux comptent une population ouvrière importante. Alors que dans d'autres cantons à forte population ouvrière, mais sans présence protestante, les scores sont faibles : 30 % à Clermont-l'Hérault, 22 % à Lodève, 19 % à Saint-Pons.

Cette adhésion populaire aux valeurs des "Blancs" va se déliter sans disparaître partout. Sous quelles influences ? Avant même que les idées socialistes n'attirent à elles une partie de la classe ouvrière nîmoise ou bédarienne, il faut évoquer les désarroi causés par la mort du "Roi", Henri V, le comte de Chambord, en 1883 et le ralliement aux Orléans – il divise les Blancs – ; puis l'appel au Ralliement lancé par le Pape Léon XIII autre source de division.

Cependant l'implantation des groupes d'Action Française va revigorer ce royalisme et la condamnation romaine va bien montrer, ou bien que la soumission à Rome s'impose aux catholiques ou bien, au contraire, que la résistance traduit la fidélité profonde à cette conviction ancrée : le Roi passe avant Dieu, ou, du moins, ses représentants dans l'Église. On notera tout d'abord que l'Action Française ne compte aucune section en Lozère en 1928⁽²⁰⁾. Le mouvement suscita l'opposition déterminée des Las Cases. Dans le bas pays, au contraire vive et prolongée a été la crise⁽²¹⁾. Dans la "Vendée provençale" on voit le maire de Rognonas, Régis d'Oléon, refuser l'infaillibilité temporelle au Pape et, à Barbentane, le 29 mai 1927 un rassemblement royaliste, où Léon Daudet est acclamé, rassemble de 7 000 à 20 000 personnes selon les sources L'agitation est grande dans le Gard et dans l'Hérault. Les Confréries de Pénitents donnent du fil à retordre aux évêques : au mois de mai 1933, les obsèques religieuses seront refusées au marquis Jean de Forton, l'ancien Prieur des Pénitents blancs de Montpellier et Président du Conseil d'administration de *L'Éclair*. Une quarantaine de paroisses rurales du diocèse de Montpellier furent troublées dont une vingtaine dans les garrigues tout autour de Montpellier. La désorganisation des œuvres concerne principalement l'Union catholique des hommes⁽²²⁾. Geneviève de Montéty, Vice-présidente de l'Association Sainte-Geneviève (les Jeunes Filles) préféra démissionner car, se devant "à la défense de son pays", elle jugea que l'Église "ayant pour elle les promesses de la vie éternelle" n'avait pas besoin de ses "pauvres soins". Cette option en faveur de l'Action Française fut celle de nombreux catholiques dans les diocèses de Montpellier et de Nîmes. On notera

qu'en ce qui concerne les liges féminines, dans les terroirs royalistes c'est la Ligue des Femmes françaises qui avait été implantée, au début du siècle, ainsi à Montpellier, alors que dans les terroirs réputés républicains, ainsi à Béziers, c'est la Ligue patriotique des Françaises qui avait été organisée. La contestation de l'autorité épiscopale et pontificale ne fut pas alors pour déplaire aux protestants royalistes et d'Action Française.

Il était difficile de créer un centre, de donner ses chances à la droite progressiste. Emblématique de cet échec fut la tentative à Montpellier, en 1930, de créer *Le Sud*, un quotidien de tendance républicaine modérée, avec l'appui du "sinistre abbé Frochu" (*La Gazette*), d'anciens sillonnistes et de démocrates populaires. Le journal fut torpillé par l'alliance du *Petit Méridional* et du royaliste *L'Éclair*. L'expérience avait duré deux ans. En 1928, l'Assemblée générale de *L'Éclair* avait voté, par 309 voix contre 189 un texte d'opposition à l'autorité épiscopale et Mgr Mignen, le 13 janvier 1929, avait interdit aux catholiques de lire le quotidien. Le mois précédent, le baron Jules d'Albenas, du Conseil d'Administration, s'était vu refuser les obsèques religieuses⁽²³⁾.

L'apaisement survint en 1939, on le sait, avec la levée des sanctions. Malgré les compromissions durant les années 1940-1944 et les rancœurs suscitées par l'épuration, les fidélités blanches ont survécu à la Seconde Guerre mondiale. Au milieu des années 1950, le journal *Aspect de la France* "que seuls les imbéciles ne lisent pas" est proposé à la sortie des églises du centre-ville de Montpellier. Intrépide, le colonel de Reilhan de Carnas poursuit un combat qui s'apparente chez lui à un devoir sacré : n'entretient-il pas lui-même au cimetière les tombes des poilus de 14-18 : je le revois sur son vélo avec sa grande cape. Une flamme militante, mais politiquement inversée, transmise à un petit-fils, *juge rouge*, trente années plus tard. Montpellier des années 1950, où le démocrate-chrétien Paul Coste-Floret est traité de "rouge chrétien" : comment oublier que le père dudit parlementaire a joué la carte du *Sud* ; que le grand-père a été député bonapartiste sous Napoléon III et qu'à Agde, les négociants Coste et Floret se sont enrichis sous la Révolution Française en achetant des biens d'Église. Si la coloration politique blanche disparaît peu à peu à partir des années 1960 il faut en attribuer une des causes au ... brassage démographique qui va noyer sous le flot des néo-ruraux des familles où la tradition s'était maintenue. Et, bien entendu, à la crise généralisée de la transmission.

NOTES

- (1) Valérie Sottocasa, "Les guerres de Rohan (1620-1629) et la construction de l'identité cévenole", *Bulletin SHPF*, t 152, 2006.
- (2) Colloque *Droite et Gauche de 1789 à nos jours*, Centre Régional d'histoire contemporaine, Montpellier, 1975 et *Religion, Révolution, Contre-Révolution dans le Midi 1789-1799*, Colloque international, Nîmes, 1989, Éd. J. Chambon, Nîmes, 1990.
- (3) François Pugnère, "Les cultures de la coexistence en Bas-Languedoc au siècle des Lumières", Actes du Colloque de Nîmes, 24-25 novembre 2006.
- (4) Colloque de Nîmes, 1789, cité.

- (5) Colloque de Privas (mai 1977), *Histoire et clandestinité, Revue du Vivarais*, 1979 : en particulier G. Cholvy, "Résistance populaire et clandestinité sous la Révolution Française : la bordure orientale et méridionale du Massif Central face à la persécution religieuse".
- (6) A son sujet, la mémoire protestante est mobilisée par André Chamson, *Sans Peur*. Point de vue plus distancé, Adrienne Durand-Tullou et Yves Chassin du Guerny, *L'abbé Jean-Louis Solier dit Sans-Peur*, Alès, 1989.
- (7) Utilisant judicieusement P. Mouly, *Concordataires, constitutionnels et enfarinés en Quercy et Rouergue au lendemain de la Révolution*, Rodez, 1945.
- (8) Plon, 1974.
- (9) G. Cholvy, *Le Cardinal de Cabrières (1830-1921)*, Cerf, 2007, p. 23 "Cabrières". On n'oubliera pas cependant qu'il existe de bons royalistes parmi les notables protestants de Nîmes et de Montpellier, principalement, voire des "dynasties" tels les Fornier de Clauzonne, de Sardan, La Farelle. Chabaud-Latour.
- (10) *Lettre du Père d'Alzon*, Rome, 1926.
- (11) *Dictionnaire des Lozériens*, s.d. de Félix Buffière, 1992.
- (12) Archives Nationales, BB30-380, 1851-1852.
- (13) Émilien Constant, *Le département du Var sous le Second Empire et au début de la Troisième République*, thèse, Aix-Marseille, 1977 ; Bruno Dumons, "Blancs de Provence. Zouaves pontificaux et notables agrariens dans le Var (1870-1940)", *Provence Historique*, 225, 2006.
- (14) Maurice Agulhon, "La Provence blanche", in *Histoire de la Provence*, Privat, 1969 ; Gérard Gaudin, *Le royalisme dans les Bouches-du-Rhône (1876-1927). De la fidélité à l'idéologie. Contribution à l'étude des Blancs du Midi*, Thèse, Aix-Marseille, 1978.
- (15) Robert Sauzet, *Les Cévennes catholiques. Histoire d'une fidélité*, Perrin, 2002.
- (16) Brian Fitzpatrick, *Catholic Royalism in the Department of the Gard (1814-1852)*, Cambridge, 1983.
- (17) Synthèse récente de Philippe Secondy, *La persistance du Midi blanc. L'Hérault (1789-1962)*, Presses universitaires de Perpignan, 2006. Sur Pignan, Louis Secondy, *Pignan en Languedoc*, Editas, 3^eéd., 1982.
- (18) J. Fadeuilhe, *Le monarchisme en Catalogne française au début de la III^e République 1870-1914*, M.Maîtrise Toulouse-Le Mirail, 1969.
- (19) Ces Cercles sont soutenus par une partie de l'aristocratie légitimiste, dont le duc d'Uzès, R. Huard, "Montagne rouge et montagne en Languedoc-Roussillon sous la Seconde République, Colloque *Droite et gauche*, 1975, cité.
- (20) Jean-François Courtois, "L'Action Française en Lozère", Archives départementales en 1991 et *L'organisation des laïcs dans un diocèse rural : l'exemple de la jeunesse... (1880-1965)*, Thèse Montpellier, 1992. Pas de Camelots du Roi, aucun recrutement dans la Jeunesse catholique.
- (21) Vue générale chez Jacques Prévotat, *Les Catholiques et l'Action Française. Histoire d'une condamnation (1899-1939)*, 2001.
- (22) À Montagnac le nombre des membres serait passé de 385 à 180 (*La Gazette*, septembre 1928).
- (23) Jean-Jacques Boyer, *L'Église et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939*, Mémoire de Maîtrise, Montpellier, 1979.